

A d'assu

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

**DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
DB**

AP auto 23 / 01 / 2002

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU Le Titre I du livre V du Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles de plus de 20 000 animaux-équivalents soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 établissant le 2^{ème} programme d'action à mettre en oeuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration du 23 mai 1979 permettant à M. Maurice LE GUENNIU d'exploiter à SAINT PEVER au lieu-dit « Kernaour » (section C1 n° 215 et 216) un élevage avicole de 17 800 dindes ;
- VU le récépissé de déclaration du 25 janvier 1982 permettant à M. Jean-François LE GUENNIU d'exploiter à SAINT PEVER au lieu-dit « Kernaour » (ZE n° 4) un élevage avicole de 18 500 dindes ;
- VU le récépissé de déclaration du 23 mars 1987 permettant à M. Henri LE GUENNIU d'exploiter à SAINT PEVER au lieu-dit « Kernaour » (section ZE n° 4) un élevage avicole de 7 500 dindes ;
- VU la demande présentée par le GAEC DE KERNAOUR sis à SAINT PEVER au lieu-dit « Kernaour » en vue de la régularisation de la restructuration à cette adresse (section ZE n° 90 et ZH n° 4) de l'ensemble d'élevages déclarés qui comprend actuellement 29 000 dindes de chair (soit 87 000 animaux-équivalents) à 95 m du tiers le plus proche, ainsi que la création d'une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de LANRODEC (3 février 2000), PLESIDY (26 janvier 2000), ST ADRIEN (11 février 2000), ST FIACRE (4 février 2000) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, des services d'Incendie et de Secours et de l'Equipeement émis respectivement les 28 février 2000, 3 février 2000, 16 décembre 1999, 31 août 2000 ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 18 février 2001 ;
- VU les avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène les 30 mars 2001 et 27 avril 2001 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Egalité Fraternité

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

ARRETE

ARTICLE 1er -

a) Le GAEC DE KERNAOUR est autorisé à poursuivre l'exploitation à SAINT-PEVER au lieu-dit « Kernaour » (section ZE n° 90 et ZE n° 34) conformément aux plans annexés à la demande, d'un élevage avicole de 29 000 dindes de chair (soit 87 000 animaux-équivalents), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies dans les articles ci-après.

b) Il est donné acte au GAEC DE KERNAOUR pour l'exploitation à SAINT-PEVER au lieu-dit « Kernaour » (section ZH n° 4) d'une fabrique d'engrais et de supports de culture dont la capacité moyenne de production est de 95 tonnes par an (fumier – amendements organiques Normes NFU 44051), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2170-2 de la nomenclature. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2000 ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après.

ARTICLE 2 -

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié.

Prescriptions particulières

Le plan d'épandage devra respecter les prescriptions applicables dans le périmètre de protection de captage d'eau de la ville de GUINGAMP.

Aménagement des bâtiments :

La surface du poulailler ne devra pas dépasser 2 900 m².

Toutes les eaux usées(sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

Sécurité :

- Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

- L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

- L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

- Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

Rendre accessible chacun des bâtiments par une voie de 4 mètres de large au moins, utilisable en toute circonstance, et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 -

Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture (2170-2) :

La fabrication des produits (fumier) sera réalisée par maturation du fumier dans un hangar aménagé d'une surface de 216 m² permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement

Les travaux seront réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral.

Conformité des produits :

Conformément au dossier déposé, les engrais (fumiers) fabriqués devront répondre aux exigences des normes en vigueur (fientes déshydratées) Norme NFU 42001°.

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc...).

Destination des produits :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel (exceptées les parcelles du plan d'épandage présenté dans le dossier).

Traçabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits (fientes déshydratées) comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- date d'enlèvement du site,
- nom, adresse et coordonnées du destinataire final,

- nature,
- nom du transporteur,
- quantité en tonnes et en m3,

A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel comportant :

- les informations définies ci-dessus,
- les originaux des bons d'enlèvement,
- un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (COOPAGRI BRETAGNE) certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par ledit tiers à l'inspecteur des installations classées. Si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage.

ARTICLE 4 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 5 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de SAINT PEVER pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du GAEC DE KERNAOUR.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du GAEC DE KERNAOUR dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

Le présent arrêté abroge et remplace les récépissés de déclaration des 23 mai 1979, 25 janvier 1982 et 23 mars 1987.

ARTICLE 9 -

Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de SAINT PEVER,

L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au GAEC DE KERNAOUR pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LANRODEC, PLESIDY, SAINT ADRIEN, SAINT FIACRE pour information.

SAINT-BRIEUC, le 23 JAN, 2002
LE PREFET,

*Pour copie certifiée conforme
l'Attaché, Chef de Bureau*



Christian RAYMOND



Marie-Françoise HAYE-GUILLAUD